

Résultats PISA, la France perd des points

Alors que les élèves évalués sont le résultat de 10 ans d'école Macroniste, le ministre occulte toute responsabilité et distribue les mauvais points !

Que montre l'enquête PISA ?

D'après l'étude menée du Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves, la compréhension de l'écrit, la culture scientifique et le raisonnement mathématiques donnent un score moyen pour chaque pays, la France se place ainsi derrière, entre autres, la Chine, le Japon, le Canada, les USA, la Pologne, la Belgique ou la Slovénie...

En Mathématiques, le score moyen des élèves français perd 30 points depuis 2018, et en compréhension de l'écrit la moyenne décroche de 40 points en 10 ans... (Selon l'OCDE, une année scolaire correspond à 20 ou 30 points PISA).

Avec ces résultats, la France reste dans la moyenne mais elle est le pays qui présente l'écart de résultats le plus important entre les élèves issus des milieux les plus défavorisés et ceux les plus favorisés. La France est le pays le plus inégalitaire, celui qui reproduit le plus les inégalités sociales en fonction des origines des élèves. Ce n'est pas étonnant, c'est aussi le pays où les inégalités entre les plus pauvres et les plus riches a explosé. En 2024, le taux de pauvreté s'élevait à 15,4 %, ce qui représente 9,8 millions de personnes. La France n'est plus qu'au 17ème rang des pays européens les plus égalitaires, malgré sa devise. D'après l'insee, les « inégalités primaires » (avant redistribution) sont parmi les plus élevées en France, et le système fiscal augmente ces inégalités au lieu de les résorber.

Que dit le MEN en France ?

Le ministre évoque un « phénomène de fond », c'est-à-dire une tendance internationale et pointe l'usage intensif des écrans, notamment les réseaux sociaux qualifiés d'« arme de destruction intellectuelle massive », et la responsabilité des parents, et la diminution de leur « investissement » dans l'éducation de leurs enfants.

Le ministre occulte complètement sa responsabilité et celle de la majorité à laquelle il appartient, puisque depuis 2017, il a été DRH du MEN puis directeur de la DGESCO.

Rappelons que les 6500 élèves français évalués sont âgés de 15 ans, et que leurs résultats sont le produit de 10 ans d'école Macroniste !

Il ose ainsi dire qu' « on aurait dû s'interroger plus tôt sur les mesures à prendre pour le collège » (!) avant bien sûr de stigmatiser les enseignant.e.s dont les pratiques pédagogiques ne seraient pas assez « efficaces. »



Faut-il rappeler l'échec annoncé des « groupes de niveaux » en mathématiques et en français au collège, énième réforme faite contre les enseignants et au mépris de leur expertise, de leur expérience et des avertissements de leurs organisations syndicales ?

Il ose également évoqué le « levier de la formation continue », que le ministère a vidé de son sens, notamment en l'imposant en dehors du temps de travail.

Il ose enfin déclarer que « la réduction de la taille des classes ne peut pas être le seul horizon », alors que les effectifs ont explosé dans les collèges et les lycées ces 10 dernières années, que les élèves à besoins particuliers se multiplient, que la politique d'inclusion scolaire contrainte et systématique fait exploser la maltraitance institutionnelle des élèves comme des personnels...

Pas un mot non plus sur le démantèlement de l'enseignement spécialisé, (ITEP, IME...mais aussi les segpa) qui laisse des dizaines de milliers d'élèves en souffrance, pas un mot sur le manque d'AESH, ni la création d'un statut, pas d'annonce sur l'abandon des PAS et des PIAL...

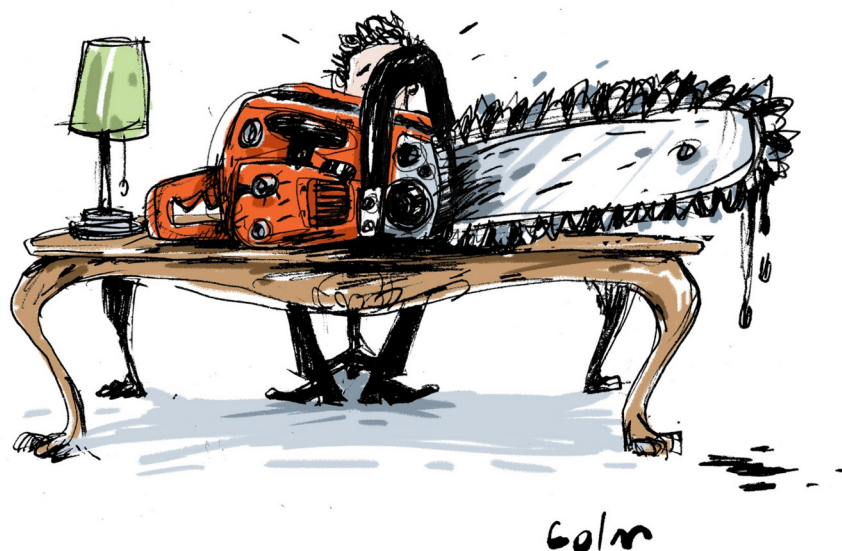
Le ministre ne parle que des « chantiers de la pédagogie et de l'autonomie », mais surtout pas des chantiers de rénovation du bâti scolaire, puisque son gouvernement a choisi d'amputer de deux tiers « le plan d'urgence canicule. »

Que ne dit-on jamais ?

On l'a compris, ce dont on ne parle pas, ce sont des conditions réelles de l'enseignement en France, de l'impact des politiques menées ces 10 dernières années, et bien avant !

La politique de suppression massive de postes commencées dès 2007 (RGPP) poursuivie sous d'autres formes en 2012 (MAP) puis aggravée à partir de 2017.

ÉDOUARD GEFFRAY



L'austérité budgétaire qui diminue tous les ans les budgets alloués à l'enseignement, faisant des frais de fonctionnement des établissements, de leur rénovation et des dotations pour les voyages et sorties scolaires des variables d'ajustement. Ainsi, selon le rapport PISA, l'enseignement français se distingue par un manque de matériel pédagogique. Mais le ministre revient sur le projet de labellisation des manuels, quand son ministère n'est même pas capable de doter les établissements de crédits suffisants pour les renouveler dans le cadre des nouveaux programmes du collège qu'il a lui-même commandés.

Pourtant, ces conditions réelles de l'enseignement Français, le rapport d'enquête les évoque.

Ainsi, à propos du climat scolaire, 25 % des élèves français indiquent qu'ils ne peuvent pas bien travailler en classe et la moitié que le bruit et l'agitation perturbent les cours.

Un élève sur deux estime que le professeur ne peut pas s'intéresser à chaque élève. Et la moitié des chefs d'établissement français signale le manque de personnels, ce qui est l'un des niveaux les plus élevés de toute l'OCDE... et le ministre laisse des effectifs à parfois plus de 30 en collège et 35 au lycée. CQFD !



Le SNFOLC revendique :

- De profiter de la baisse démographique pour baisser le nombre d'élèves par classe.
- De créer les postes d'AED, d'AESH ... nécessaires, de leur créer un statut avec un vrai salaire.
- De créer des places dans les ESMS De stopper les contre-réformes (réforme du collège, du lycée, du bac, Parcoursup) qui n'ont fait qu'aggraver les conditions de travail des personnels et d'apprentissage des élèves.
- D'augmenter la valeur du point d'indice de 10% à minima et l'ouverture de négociations pour l'amélioration de toutes les grilles indiciaires pour rattraper perte de 33% de pouvoir d'achat subie depuis 2000

**Ne restez pas isolé-e.
Contactez le SNFOLC 35**